

CE MONDE QUI BOUGE

Scénario afghan
en Syrie ?

Par Hassane Zerrouky

Alors que les combats font rage sur le terrain, sans qu'aucun des protagonistes – forces loyales à Bachar ou Armée syrienne libre – ne s'assure un avantage décisif, l'état diplomatique se resserre autour de Bachar al-Assad.

Sortant de son semblant d'expectative, le président français François Hollande a annoncé, lors du discours prononcé à la 10^e conférence des ambassadeurs français, qu'il reconnaîtrait un gouvernement provisoire syrien «pour devenir le représentant légitime de la Syrie», et ce, alors que l'opposition syrienne, dans sa diversité politique et idéologique que trop de choses séparent, se bat de façon dispersée contre le régime d'Assad.

La formation de ce gouvernement provisoire, couplée à la création de «zones tampons» à l'intérieur du territoire syrien à laquelle la France travaille «en concertation» avec ses «partenaires» a-t-il précisé, est dictée par le besoin de contourner, si besoin est, le Conseil de sécurité de l'ONU où Russes et Chinois sont accusés d'empêcher toute résolution sanctionnant le régime de Bachar al-Assad. «Le blocage du système conduit à son contournement», a-t-il prévenu dans une allusion à l'endroit de la Russie et de la Chine. Aussi suffirait-il que ce gouvernement provisoire syrien reconnu comme seul représentant «légitime» appelle à l'aide internationale pour que soit légitimée une intervention militaire sans nul besoin de l'aval du Conseil de sécurité de l'ONU.

En outre, il a indiqué que l'usage d'armes chimiques par le régime syrien «serait pour la communauté internationale une cause légitime d'intervention directe».

Ainsi, cédant aux critiques et aux pressions de la droite mais aussi de l'aile atlantiste de son propre camp, l'incitant à s'engager davantage afin que la France «tienne son rang» dans le monde, le chef de l'Etat français donne l'image d'un dirigeant qui ne veut pas seulement se contenter d'endosser les positions exprimées le 20 août dernier par le président Barack Obama, mais aussi se placer en première ligne dans le front anti-Bachar al-Assad. «La France est une puissance mondiale (...) c'est quand elle

est silencieuse qu'elle recule», a-t-il répété.

De son côté, après Washington, Londres, Berlin, Paris et Ankara, l'Égypte, par la voix de son président Mohamed Morsi, a elle aussi écarté toute possibilité de solution politique, arguant qu'«il n'y a pas de place pour un dialogue concernant une réforme, la discussion doit porter sur le changement» en Syrie. Cette offensive diplomatique de Washington et de ses alliés occidentaux et arabes vise assurément à torpiller la mission de Lakhdar Brahimi, l'émissaire onusien, afin d'ouvrir la voie à une solution militaire, sans se soucier du reste de ce qui adviendra en Syrie.

Une chose est sûre, les préparatifs militaires vont bon train. Officiellement, la France, tout comme les Etats-Unis et la Grande Bretagne, voire l'Allemagne, ne finance ni ne fournit des armes aux rebelles syriens. Elle ne leur livre que des appareils de vision et de communication cryptés.

Reste, secret de Polichinelle, qu'à l'arrière du front syrien, en territoire turc, des instructeurs français, allemands et américains entraînent et encadrent les hommes de l'Armée syrienne libre (ALS). Et qu'à l'ombre des services de renseignement occidentaux et turcs, très actifs à la frontière turco-syrienne et jordano-syrienne, les djihadistes, dont on ne mentionne l'existence que du bout des lèvres ou pour affirmer contre l'évidence qu'ils ne sont pas très nombreux, histoire de rassurer l'opinion européenne et anglo-saxonne, sont en train de prendre un ascendant certain au sein de la «résistance» au régime de Bachar.

Paris, tout comme Washington et Londres, sait pourtant que des ONG saoudiennes et qataries encouragent, financent, arment ces djihadistes dont elles assurent le transit de leurs pays d'origine vers la Syrie via la Turquie.

Au final, on assiste à la mise en place d'un scénario rappelant étrangement l'Afghanistan à la veille de la chute du régime pro-soviétique de Najibullah en 1991-1992, avec la Turquie et les pétromonarchies du Golfe en première ligne et les Etats-Unis et leurs alliés aux manettes. Avec toutefois, l'Iran en point de mire dans l'agenda caché de Washington et de ses alliés.

H. Z.



EMPLOI DANS LE SECTEUR PUBLIC

Pas de restrictions budgétaires,
selon Karim Djoudi

Aucune restriction budgétaire ne concernera la création de postes d'emploi dans le secteur public. C'est ce que le ministre des Finances a laissé entendre hier, réfutant ainsi toutes les supputations avancées.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - S'exprimant à l'occasion d'un symposium des banques centrales africaines, ouvert hier à l'hôtel Hilton, Karim Djoudi a indiqué, en fait, que le budget de fonctionnement prévu au titre de la loi de finances 2013 baissera certes sans restreindre cependant l'ouverture de postes budgétaires.

Ainsi, tous les nouveaux investissements publics réceptionnés vont bénéficier de postes budgétaires et de ressources de fonctionnement, relève le ministre des Finances. Ce qui indique que le gouvernement ne compte pas opérer une réduction drastique en matière de financements publics. Ce que Karim Djoudi confirme en indiquant que la loi de finances 2013 prévoit un budget de «prudence» et non pas d'austérité. «Il n'y aura pas de programme de rigueur au sens

économique du terme. Il y aura plutôt une gestion (des finances) beaucoup plus prudente», a déclaré le ministre, sans toutefois fournir des détails sur le projet de loi, approuvé déjà par le gouvernement.

Et dans la mesure où Karim Djoudi assure que le prochain budget de fonctionnement ne va pas opérer des coupes sur les transferts sociaux, ni même sur le soutien des prix des matières premières. Voire, le budget 2013, les programmes en cours devant se poursuivre et être complétés par d'autres projets, «va maintenir la cadence de l'investissement public», dira-t-il.

Et ce, dans la mesure où le ministre des Finances est persuadé du fait que «l'économie ne tire sa croissance, ne crée de l'emploi, ne distribue les revenus que s'il y a une demande publique forte. Si on devait la réduire, elle aura un impact immé-



Photo : Samir Sid

Djoudi préconise un budget de prudence.

diat sur la vie des entreprises et l'emploi». Cela, même si «l'important pour nous est de trouver le point d'équilibre d'une politique prudente en matière budgétaire et la nécessité de conserver la croissance économique, de l'emploi et de l'activité économique», ajoutera-t-il.

Organisé sur le thème des «défis pour les banques

centrales africaines face à la volatilité des mouvements de capitaux et des cours des matières premières», ce symposium coïncide avec la réunion annuelle de l'Association des banques centrales africaines (ABCA), marquée par la tenue de la 36^e réunion du Conseil des gouverneurs des banques centrales.

C. B.

AÏN DEFLA

Forêts en flammes

Tout le monde vous dira ici que cet été aura été le plus chaud depuis des décades, même les octogénaires à qui nous avons posé la question (faute de statistiques auprès des services concernés) sur une période de canicule qui aura duré autant de mois, aucun ne s'en souvient.

A titre d'exemple, le 20 juillet dernier, premier jour du Ramadan, à 14 h, les habitants ont eu droit à du 49°C à l'ombre et dimanche dernier, à minuit, le thermomètre affichait allègrement 38°C. Certes, le parc forestier qui couvre les versants nord et sud de la vallée du Chélif, soumis à de telles températures, une telle sécheresse, s'est trouvé exposé à de grands risques d'incendie. Et les incendies de forêt n'ont pas manqué cette année, particulièrement et depuis la mi-juin.

Aucune région n'a été épargnée

Selon les informations que nous avons pu obtenir, ce sont 19 communes sur les 36 où d'importantes superficies de la couverture végétale et du parc forestier ont été la proie des flammes. Il est arrivé des journées où il y a eu 4 à 6 départs de feu en divers points de la région, dans différentes daïras, mettant à rude épreuve les brigades antifeu, ainsi que les équipements, surtout pendant la période des fêtes de l'Aïd où nombre d'agents ont eu droit à quelques jours de repos, notamment ceux de la brigade mobile qui compte dans ses rangs des éléments originaires de Tissemsilt, wilaya limitrophe. Pour maîtriser ces incendies, les services de la Protection civile ont eu à effectuer cet été 126 interventions contre seulement 23 durant l'été

2011. Sur le plan des dégâts, si en 2011 on a enregistré la destruction de 394 ha, cet été la superficie globale détruite a presque triplé puisque cette année, le feu a détruit plus de 1 000 ha. C'est le Zaccar qui a été le plus touché cette année, notamment les communes de Aïn Torki, 220 ha (versant est), Miliana 181 ha (versant sud) et Arib (sud-ouest) 140 ha.

On notera aussi que ces 2 communes n'ont pas connu d'incendie cette année, ce sont Bathia et Djelida à l'inverse de l'été 2011 où dans les deux communes, 32 ha de forêt étaient partis en fumée. Ce nombre important d'incendies révèle que malgré une dotation supplémentaire récente en hommes, 100 agents, et en matériel, 2 camions-citernes de 6 000 l, la lutte contre les feux reste rude, car la dispersion des foyers entraîne une dispersion des moyens et, donc, ne permet pas une lutte plus efficace pour circonscrire et venir à bout de tous les foyers simultanément.

Il va sans dire que la multiplicité et la simultanéité de ces départs de feux et des foyers d'incendie générés ne cessent d'intriguer bon nombre de citoyens quant à l'origine de ces incendies et de se poser moult questions.

Selon les observateurs, on avance trois causes principales, à savoir la vague de chaleur exceptionnelle estivale de cette année, les bouleversements climatiques inexpliqués qu'a connus la commune de Miliana le 23 août dernier où des pluies abondantes se sont abattues avec même une chute de grêlons suivie d'une importante baisse de la température, et enfin les incendies d'origine criminelle. On a pointé du doigt les charbonniers, les fabricants de «gatrane» (espèce de goudron produit à partir d'un processus avec des rési-

neux) et les apiculteurs. Ce qui ne cesse d'accentuer l'énigme, c'est que jamais il n'a été fait mention d'une enquête menée par les services concernés et qui aurait abouti à une quelconque arrestation de pyromanes criminels.

L'énigme reste entière

De mauvaises langues expliquent le phénomène par «on plante des arbres l'hiver pour en brûler d'autres en été... Juste pour dépenser des budgets». On va jusqu'à dire qu'il s'agit de défrichage délibéré pour permettre à des investisseurs étrangers de nouvelles plantations de nouveaux arbres».

Tout le monde sait que la rumeur se nourrit du manque d'information crédible et justifiée.

Karim O.

FÉLICITATIONS

Un joli poupon prénommé
GAYA

est venu égayer hier mercredi le foyer de notre collègue et ami Yazid Yahiaoui, chef du bureau du Soir d'Algérie à Bouira. En cette heureuse occasion, l'ensemble des journalistes et travailleurs du journal, tout en félicitant l'heureux papa, souhaitent un prompt rétablissement à la maman et une longue et heureuse vie au nouveau Yahiaoui.